

Les nouveaux apprentis sont diplômés

> Formation De plus en plus de jeunes entrent en apprentissage la maturité en poche

> Ils sont prisés des patrons, qui les préfèrent aux jeunes de 16 ans. Les cantons romands s'adaptent au phénomène

Cynthia Gani

« Sous la pression sociale et familiale, je n'ai pas imaginé faire autrement. J'avais de bonnes notes, la filière gymnasiale s'imposait. » Fabrice*, 25 ans, une maturité en poche et deux ans d'école d'ingénieurs au compteur, a pris son temps avant de se lancer dans la voie qui lui convenait le mieux: un apprentissage de menuisier, commencé il y a deux mois. Au vu de son parcours, ce Neuchâtelois bénéficiera d'un cursus accéléré et d'un salaire supérieur à la norme (lire ci-dessous). Un apprentissage à la carte, somme toute.

Son cas est emblématique d'un nouveau phénomène qui préoccupe les cantons romands: de plus en plus de jeunes commencent un apprentissage alors qu'ils ont une maturité ou un diplôme de l'École de culture générale. Ce qui pose plusieurs problèmes, comme la rémunération, la durée de la formation et la concurrence vis-à-vis des jeunes de 16 ans, car ces apprentis plus matures sont prisés des patrons.

A Genève, canton à fort secteur tertiaire où seulement 25% des jeunes optent pour l'apprentissage – contre 73% en moyenne suisse – la tendance est particulièrement marquée. Directeur général de l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue, Grégoire Evéquoz observe une évolution depuis environ cinq ans. « Entre 12 et 15% de ceux qui entrent en apprentissage ont déjà une maturité gymnasiale, un diplôme de l'école de culture générale ou un CFC. Et seulement 6% des apprentis ont commencé leur formation à la fin de la scolarité obligatoire. C'est un phénomène en hausse », assure-t-il.

Dans le canton de Vaud, où deux tiers de la population fait un apprentissage, dont 50% directement après l'école obligatoire, on fait le même constat. Selon Séverin Bez, directeur du postobligatoire, « en 2010, 322 jeunes ont commencé un apprentissage alors qu'ils avaient déjà une maturité ou un diplôme de l'École de culture générale. Ils ont les capacités de continuer les études, mais sont lassés de rester sur les bancs. » Les Vaudais dans ce cas sont assez nombreux pour que le canton ait mis sur pied une formation accélérée à leur attention.

A Neuchâtel, où le taux d'apprentis est de 58%, « cette problé-

matique est connue depuis plusieurs années et cela ne s'améliore pas », affirme Jacques-André Maire, conseiller stratégique au Département de l'éducation et conseiller national socialiste. Idem à Fribourg, où l'on compte 56% d'apprentis: « On observe ce trend depuis des années », note Fritz Winkelmann, chef du Service de la formation professionnelle.

Les cantons du Valais et du Jura y sont également confrontés, mais dans une moindre mesure. « C'est une problématique plus urbaine. Chez nous, on rencontre surtout des cas de jeunes qui font un second apprentissage », explique Olivier Tschopp, chef du Service jurassien de la formation. « Ce phénomène existe, même s'il est moins important ici que dans d'autres cantons », ajoute son homologue valaisan Claude Pottier.

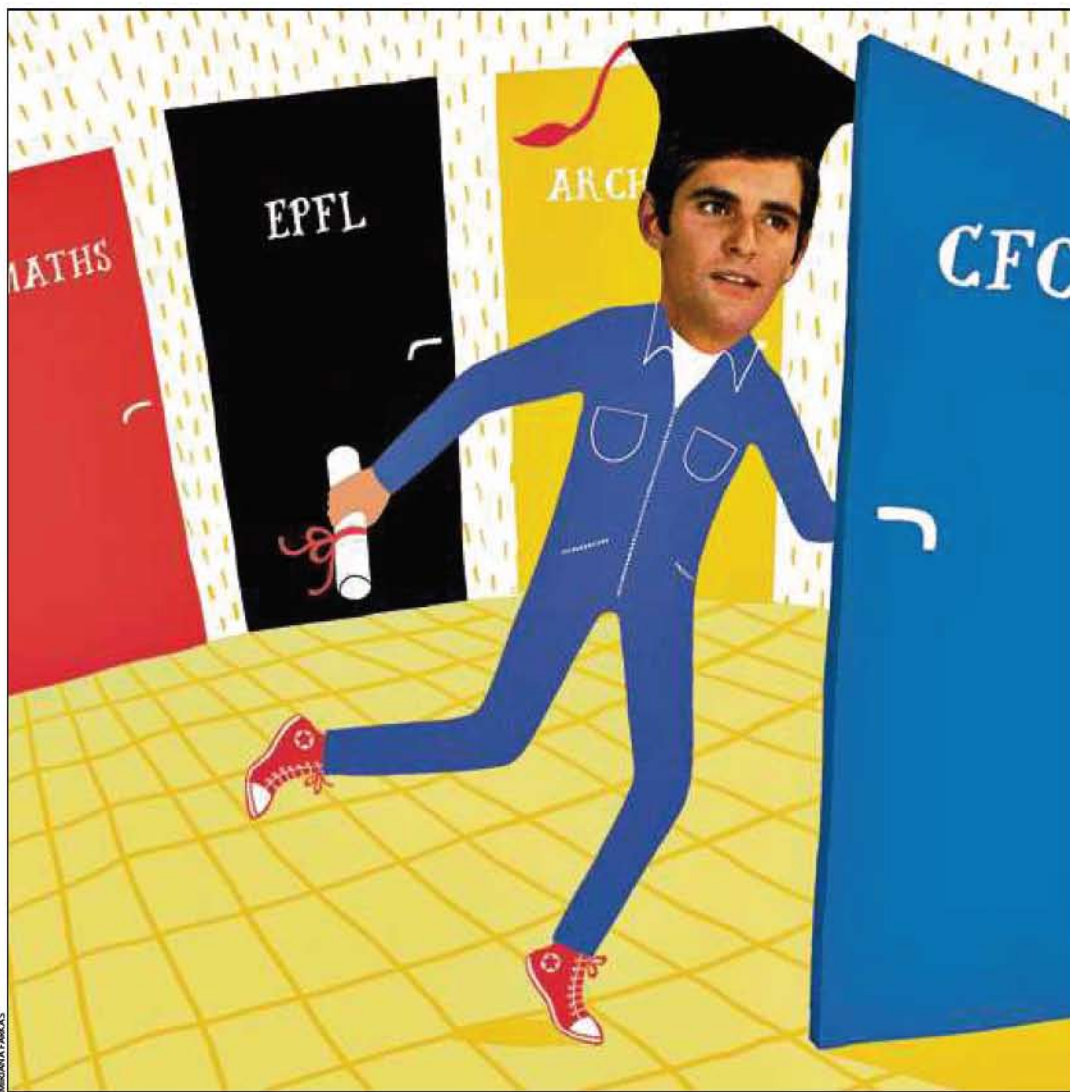
Mais qu'est-ce qui pousse les jeunes diplômés à lâcher l'université ou les hautes écoles en faveur d'un CFC? Et pourquoi n'ont-ils pas fait ce choix plus tôt, à la fin de l'école obligatoire? Principal motif: les préjugés dont l'apprentissage fait l'objet, malgré les efforts des cantons et de la Confédération pour valoriser la filière professionnelle.

Ils sont rares à avoir un vrai projet après l'école obligatoire. Les bons élèves ont tendance à écarter l'apprentissage

Au sortir de l'école obligatoire, rares sont les jeunes qui ont un solide projet en tête. Ceux qui ont été bons élèves ont tendance à écarter d'emblée l'apprentissage. « Il y a une part de confort: on reste dans le monde de l'école sans se poser de questions. On a beaucoup de vacances et des horaires légers. Par ailleurs, les parents ont tendance à favoriser le cursus d'études en pensant que leurs enfants auront ainsi un maximum de portes ouvertes à la fin. Ils connaissent mal les multiples possibilités qu'offre la formation professionnelle, encore très stigmatisées », analyse Jacques-André Maire.

Ceux qui changent d'avis le font pour différentes raisons. Certains effectuent des reconversions et visent un CFC dans le domaine qui les intéresse. Il peut s'agir par exemple de reprendre une entreprise familiale. Il y a aussi ceux qui, une fois la maturité en poche, n'ont plus envie de faire des études car ils préfèrent apprendre un emploi et entrer au plus vite dans le monde du travail. Il y a enfin parfois le retour à une certaine norme sociale dans des familles où l'on n'a pas fait d'études.

Le fait que les exigences aient été revues à la hausse depuis l'entrée en vigueur en 2004 de la loi fédérale sur la formation professionnelle explique également un nouvel engouement chez les plus ambitieux. « Certains font un apprentissage, puis une maturité



professionnelle et deviennent ingénieurs. Ils sont aussi bien payés que des universitaires et font concurrence aux diplômés de l'EPFL », selon Séverin Bez. Par ailleurs, les nouvelles formations dans les domaines de la santé et du social éveillent des vocations, notamment chez les femmes au foyer qui souhaitent retrouver un emploi. Les secteurs les plus prisés? Dans le canton de Vaud, on cite l'informatique, la santé, les médias, le graphisme, les métiers de décorateur et de photographe.

Les nouveaux apprentis font le bonheur des entreprises, qui ont intérêt à miser sur un diplômé qui a fréquenté une haute école plutôt que sur un adolescent fraîchement sorti de l'école. « C'est un phénomène lié aux lacunes de la formation dispensée au cycle d'orientation. Les élèves manquent fortement de connaissances basiques », estime Blaise Matthey, directeur de la Fédération des entreprises romandes. Qui illustre: « De nombreux patrons, notamment dans les métiers du bâtiment, exi-

gent des compétences en physique ou en mathématiques. Forcément, ils préfèrent les candidats qui disposent de quelques bagages supplémentaires. »

Résultat: les apprentis « classiques » ont la vie dure. Et pour les caisses cantonales, la facture est salée. « Pour les autorités, financer une année d'études à plein temps avant de voir le jeune recommencer en apprentissage représente un coût important », souligne Jacques-André Maire. Pour limiter les cas, à Neuchâtel, un cours d'orientation est dispensé en huitième. A Genève, on compte sur la réforme du cycle pour mieux diriger les jeunes. A Fribourg, on encourage les entreprises à réserver des places aux apprentis non diplômés. Mais le coût doit être relativisé, affirme Séverin Bez: « Les jeunes bien formés recourent moins aux prestations sociales. »

Quoi qu'il en soit, il faudra compter avec cette nouvelle donne, dictée par les besoins du marché du travail, selon Fritz Winkelmann. Dans le canton de Vaud, où l'on as-

sume pleinement la part croissante d'apprentis détenteurs de la maturité, on fait carrément de la publicité pour la filière professionnelle auprès des gymnasien(ne)s, explique Séverin Bez. Et à Genève, on a décidé de prendre acte de cette nouvelle réalité en « débureaucratissant » l'administration pour s'adapter.

Les apprentis diplômés ont besoin d'un service sur mesure. « Nous analysons ces situations et proposons dans certains cas d'individua-

liser les parcours, en écourtant la formation pour prendre en compte la formation préalable. Dans d'autres cas, nous suggérons aux employeurs une adaptation du salaire pour tenir compte du niveau de compétences acquis », relate Grégoire Evéquoz. Qui prévient: « Le système de la formation professionnelle suit de nombreuses mutations. Ce phénomène continuera à se développer »

*Prénom d'emprunt.

«Après l'école obligatoire, j'étais formatée»

Florence, 21 ans, apprentie employée de commerce, est diplômée de l'École de culture générale

« Je rêvais de devenir sage-femme. Pourtant, je suis apprentie employée de commerce... J'ai obtenu mon diplôme de l'École de culture générale en option santé. Mais je ne me voyais pas faire de longues études, le côté scolaire m'effrayait. Une conseillère en orientation m'a parlé de la filière apprentissage, qui permet d'allier l'école et le travail. A 21 ans, je vis encore chez mes parents. Alors je me suis dit qu'il fallait le faire. J'ai envie de gagner ma vie, c'est ma principale motivation. »

A la fin de ma scolarité obligatoire, je n'ai pas songé à l'apprentissage. J'étais formatée. Tous mes profs, ma famille et mes amis me disaient qu'avec mes notes j'avais la capacité de poursuivre mes études. Après le cycle d'orientation, je suis allée trois ans au collège. En deuxième, j'aurais dû doubler. J'ai

alors décidé d'aller à l'École de culture générale, en troisième.

Si j'étudie bien cet été, je pourrai sauter une année et aller directement en deuxième année d'apprentissage. Cela me permettrait d'avoir un salaire plus élevé. Au départ, on est censé toucher entre 650 et 750 francs par mois. Pour l'instant, je fais des petits boulots pour gagner un peu d'argent, mais je ne suis pas sûre de pouvoir continuer durant l'apprentissage.

Mon parcours a plu aux employeurs. Ils ont été sensibles à mon expérience. Ils savent que j'irai jusqu'au bout. En deux mois, j'ai eu plein d'entretiens et j'ai eu l'embaras du choix. Certaines entreprises m'ont dit qu'elles n'engagent pas de jeunes de moins de 20 ans. C'est dur pour ceux qui sortent du cycle d'orientation.

Aujourd'hui, j'ai décidé de faire cet apprentissage en trois ans. Mais rien n'est définitif. Je sais que tout au long de ma vie j'aurai la possibilité de me former en parallèle. Et qui sait? Peut-être un jour je deviendrai sage-femme. » C.G.

«Les gens m'ont dit que ce serait un gâchis»

> Fabrice*, apprenti menuisier de 25 ans, a obtenu la maturité

« Avant de me lancer comme apprenti menuisier, je me suis cherché. A la fin de la scolarité obligatoire, je ne m'imaginai pas apprenti. A cet âge, on est trop jeune pour faire un choix, on est très influençable. Tous mes copains allaient au lycée. Pour moi, ça a été une suite logique plutôt qu'un choix. J'avais pris la philosophie comme option principale. Après avoir obtenu ma matura-

rité, je suis allé à l'École d'ingénieurs de Neuchâtel dans l'espoir d'étudier une matière plus concrète. C'est peut-être un peu bête, mais à l'époque j'ai écouté les gens qui me disaient que c'était dommage de viser le CFC alors que j'avais une matu. Sur les conseils de mon entourage, sous la pression sociale et familiale, j'ai pensé que ça constituait, là encore, la suite logique de mon parcours. Je me disais que je pourrais toujours enseigner. Mais, après une année de propédeutique et deux ans d'études, j'ai arrêté. C'était trop théorique. J'ai alors surfé sur Internet

pour repérer les places d'apprentissage vacantes à Neuchâtel, puis le Service des formations post-obligatoires m'a aidé. J'ai trouvé un poste dans une menuiserie et j'ai commencé il y a deux mois. J'ai du plaisir à aller y travailler. C'est formidable de se lever chaque matin en se disant qu'on va être utile. »

Au niveau du salaire, je touche 550 francs par mois la première année, c'est la rémunération type d'un apprenti. Mais, dès la deuxième année, je gagnerai plus que la normale, 1550 francs au lieu de 1250. C'est peu, mais je savais à quoi m'attendre. Je vis

avec ma compagne, qui vient elle aussi de recommencer une formation dans le domaine des soins.

J'ai senti que le fait que j'aie la matu a été un plus pour ma candidature. J'ai même eu le choix entre plusieurs entreprises. Mon patron préfère ne pas prendre d'apprenti du tout que d'engager un jeune dont il n'est pas sûr.

Mon but, c'est d'abord de réussir mon apprentissage et d'être engagé dans une entreprise. Ensuite, je tenterai peut-être de devenir contremaître. » C.G.

*Prénom d'emprunt.